

FEUILLE FÉDÉRALE SUISSE

XLV^{me} année. Vol. IV.

N^o 44.

Mercredi 18 octobre 1893

Abonnement par année (franco dans toute la Suisse): 5 francs.

Prix d'insertion. 15 centimes la ligne ou son espace. Les insertions doivent être transmises franco à l'expédition. — Imprimerie et expédition de C.-J. Wyss, à Berne.

Message

du

conseil fédéral à l'assemblée fédérale
concernant la votation fédérale du 20 août 1893.

(Du 13 octobre 1893.)

Monsieur le président et messieurs,

Dans votre séance du 20 juin 1893, vous avez pris l'arrêté suivant (F. féd. de 1893, III. 913).

Arrêté fédéral

soumettant

à la votation populaire la demande d'initiative
concernant l'interdiction de l'abatage des animaux sans
étourdissement préalable.

(Du 20 juin 1893.)

L'assemblée fédérale de la Confédération suisse,

vu la demande d'initiative revêtue de 83,159 signatures, déposée sur le bureau du conseil fédéral le 30 août 1892 et tendant

à introduire dans la constitution fédérale un nouvel article 25^{bis}, conçu comme suit :

« Art. 25^{bis}.

« Il est expressément interdit de saigner les animaux de boucherie sans les avoir étourdis préalablement; cette disposition s'applique à tout mode d'abatage et à toute espèce de bétail » ;

vu le rapport du conseil fédéral du 1^{er} novembre 1892 ;

vu les articles 8, 9 et 10 de la loi du 27 janvier 1892, concernant le mode de procéder pour les demandes d'initiative populaire et les votations relatives à la révision de la constitution fédérale *),

arrête :

1. La demande d'initiative populaire ci-dessus sera soumise à la votation du peuple suisse et des cantons. L'assemblée fédérale en propose le rejet.

2. Le conseil fédéral est chargé de prendre les mesures nécessaires en vue de la votation.

Ainsi arrêté par le conseil national,
Berne, le 29 mars 1893.

Le vice-président : L. FORRER.
Le secrétaire : RINGIER.

Ainsi arrêté par le conseil des états,
Berne, le 20 juin 1893.

Le président : EGGLI.
Le secrétaire : SCHATZMANN.

Pour remplir le mandat que vous nous avez donné par le chiffre 2 de cet arrêté, nous avons fixé la votation au dimanche 20 août écoulé.

Le résultat de cette votation est le suivant.

*) Voir recueil officiel, nouvelle série, tome XII, page 742.

*Votation populaire fédérale du 20 août 1893
concernant l'interdiction d'abattre le bétail de boucherie sans l'avoir
préalablement étourdi.*

| Cantons. | Electeurs inscrits. | Votants. | Bulletins blancs et non valables. | | Oui. | Non. | Voix des états. |
|---------------------|------------------------|----------|---|------------------|---------|---------|--------------------------|
| | | | Blancs. | Non valables. | | | |
| Zurich . . . | 86,333 | 60,821 | 5911 | 52 | 47,146 | 7,712 | Oui |
| Berne . . . | 114,533 | 48,777 | 806 | | 38,440 | 9,531 | Oui |
| Lucerne . . . | 31,138 | 8,400 | 41 | 26 | 4,816 | 3,517 | Oui |
| Uri . . . | 4,286 | 2,594 | 32 | | 736 | 1,826 | Non |
| Schwyz . . . | 12,221 | 2,617 | — | 10 | 1,492 | 1,115 | Oui |
| Obwalden . . . | 3,621 | 997 | 4 | 3 | 321 | 669 | Non (1/2) |
| Nidwalden . . . | 2,850 | 849 | — | 1 | 486 | 362 | Oui (1/2) |
| Glarus . . . | 8,247 | 3,663 | 60 | 15 | 2,055 | 1,533 | Oui |
| Zoug . . . | 6,019 | 1,338 | 2 | 4 | 865 | 467 | Oui |
| Fribourg . . . | 28,534 | 10,669 | 91 | | 2,542 | 8,036 | Non |
| Soleure . . . | 19,024 | 7,269 | 74 | 158 | 5,559 | 1,478 | Oui |
| Bâle-ville . . . | 13,485 | 4,554 | 7 | 9 | 3,480 | 1,058 | Oui (1/2) |
| Bâle-campag. . . | 12,798 | 7,118 | 132 | | 5,336 | 1,650 | Oui (1/2) |
| Schaffhouse . . . | 8,005 | 6,715 | 141 | 4 | 5,538 | 1,032 | Oui |
| Appenzell-R. E. . . | 12,330 | 8,365 | 372 | 11 | 3,091 | 4,891 | Non (1/2) |
| Appenzell-R. I. . . | 3,006 | 2,315 | 40 | | 1,077 | 1,198 | Non (1/2) |
| St-Gall . . . | 51,816 | 37,189 | 902 | 115 | 14,564 | 21,608 | Non |
| Grisons . . . | 22,237 | ? | ? | | 2,903 | 8,959 | Non *) |
| Argovie . . . | 40,033 | 33,576 | 614 | 45 | 29,063 | 3,264 | Oui |
| Thurgovie . . . | 24,051 | 15,046 | 196 | 5 | 11,496 | 3,349 | Oui |
| Tessin . . . | 28,169 | 6,860 | 52 | 20 | 854 | 5,934 | Non |
| Vaud . . . | 62,779 | 18,100 | 25 | 40 | 3,071 | 14,964 | Non |
| Valais . . . | 27,718 | 12,531 | 30 | | 395 | 12,106 | Non |
| Neuchâtel . . . | 26,262 | 10,814 | 115 | 63 | 4,866 | 5,770 | Non |
| Genève . . . | 19,408 | 5,944 | 84 | 43 | 745 | 5,072 | Non |
| | 668,913 | — | — | — | 191,527 | 127,101 | 11 1/2 oui 10 1/2 non |
| | | | | | 318,628 | | |

*) Article 14 de la loi fédérale du 27 janvier 1892. Les procès-verbaux des communes n'indiquent pas le nombre des bulletins n'entrant pas en ligne de compte.

En conséquence, la majorité a *accepté* le nouvel article 25^{bis} de la constitution fédérale; il en est de même de dix cantons et de trois demi-cantons, tandis que neuf cantons et trois demi-cantons l'ont *rejeté*.

Bientôt après que ce résultat fut connu, il s'est élevé, dans le public, des doutes sur la question de savoir si l'on avait bien

obtenu la majorité des cantons, nécessaire pour l'entrée en vigueur de ce nouvel article constitutionnel. On a avancé comme argument que l'article 1^{er} de la constitution fédérale ne connaît que 22 cantons; la majorité absolue de 22 est 12; or, comme 11 $\frac{1}{2}$ cantons seulement se sont prononcés pour l'acceptation, cette majorité absolue n'est pas atteinte, et l'on doit donc considérer l'article en question comme rejeté.

A ce sujet, la presse a soulevé une discussion qui ne laisse pas d'être intéressante. On a admis que l'on aurait pu argumenter ainsi sous l'empire de la constitution de 1848; mais, en présence de l'alinéa 2 de l'article en cause, admis tout d'abord dans le projet constitutionnel de 1872 et reproduit intact dans la constitution de 1874, et en présence surtout des motifs qui, d'après les procès-verbaux des délibérations tant de la commission de révision que des chambres elles-mêmes, ont engagé le législateur à adopter cet alinéa, il ne peut réellement pas y avoir de doute sérieux que les voix des 11 $\frac{1}{2}$ cantons suffisent pour constituer la majorité absolue dans l'espèce et que, par conséquent, la majorité nécessaire (article 123 de la constitution fédérale) pour l'entrée en vigueur de cette nouvelle disposition constitutionnelle est bien effectivement là.

Sans nous étendre davantage sur ce point, nous nous bornerons à dire que, d'après notre conviction, cette dernière manière de voir est juste. En effet, on a voulu, en 1872 et 1874, mettre un terme à cette anomalie d'après laquelle les voix des cantons scindés en deux parties n'entraient en ligne de compte que lorsqu'un chacun des deux demi-cantons votait dans le même sens. Mais, après avoir commencé à compter les voix des demi-cantons, ce serait rester à moitié chemin que de dire qu'il y a bien lieu de les prendre en considération aussi longtemps qu'il s'agit de déterminer si la majorité absolue a été atteinte, mais non pas quand on veut fixer le nombre des voix dont cette majorité doit se composer. Si l'on a brisé avec le système de ne compter que des voix entières, il faut, pour être conséquent, abandonner aussi celui de n'admettre que des voix entières pour la majorité absolue. En faveur de cette manière de voir parlent non seulement le texte même de la disposition constitutionnelle en question, mais surtout encore l'argument soulevé dans la discussion au sein du conseil national et s'appuyant sur le mode de votation pratiqué au conseil des états et d'après lequel les demi-cantons qui, deux ensemble, ne formaient, dans le principe, qu'un canton, avaient pu également aller leur propre chemin sans perdre leur voix et trancher ainsi une question par cette seule demi-voix. Cet argument, n'ayant pas été combattu, a été accepté tacitement.

C'est pourquoi nous estimons que l'article constitutionnel qui nous occupe (nouvel article 25^{bis}) a aussi obtenu la majorité des cantons.

La manière dont s'est passée la votation ne nous donne matière à aucune autre observation, si ce n'est que les procès-verbaux des communes grisonnes ont, contrairement à la prescription catégorique de l'article 14 de la loi fédérale du 25 janvier 1892, sur le mode de procéder pour les demandes d'initiative (recueil officiel, nouvelle série, tome XII, page 742), omis d'indiquer le nombre de bulletins entrant en ligne de compte; c'est pourquoi il n'a pas été possible de déterminer le chiffre des citoyens suisses ayant pris part à la votation.

Il ne nous est parvenu aucune plainte contre celle-ci.

En conséquence, nous vous recommandons de décréter l'entrée en vigueur du nouvel article 25^{bis} de la constitution fédérale, en adoptant le projet d'arrêté fédéral ci-après.

Agréez, monsieur le président et messieurs, l'assurance renouvelée de notre haute considération.

Berne, le 13 octobre 1893.

Au nom du conseil fédéral suisse,

Le président de la Confédération:

SCHENK.

Le chancelier de la Confédération:

RINGIER.

Projet.

Arrêté fédéral

constatant

le résultat de la votation populaire du 20 août 1893 sur la demande d'initiative ayant pour but d'interdire, par la voie constitutionnelle, d'abattre le bétail de boucherie sans l'avoir préalablement étourdi.

L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE
de la
CONFÉDÉRATION SUISSE,

vu les procès-verbaux de la votation populaire qui a eu lieu le dimanche 20 août 1893 sur la demande d'initiative ayant pour but d'introduire, dans la constitution fédérale du 29 mai 1874, un nouvel article 25^{bis}, interdisant d'abattre le bétail de boucherie sans l'avoir préalablement étourdi;

vu le message du conseil fédéral du 13 octobre 1893, actes desquels résulte ce qui suit.

I. Quant à la votation du peuple suisse.

| Se sont prononcés : | pour l'acceptation | pour le rejet |
|---------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|
| dans les cantons de | de la demande par <i>oui</i> . | de la demande par <i>non</i> . |
| Zurich | 47,146 | 7,712 |
| Berne | 38,440 | 9,581 |
| A reporter | 85,586 | 17,243 |

| | pour l'acceptation de la demande par <i>oui</i> . | pour le rejet de la demande par <i>non</i> . |
|-------------------------------|--|---|
| Report | 85,586 | 17,243 |
| Lucerne | 4,816 | 3,517 |
| Uri | 736 | 1,826 |
| Schwyz | 1,492 | 1,115 |
| Unterwalden-le-haut | 321 | 669 |
| Unterwalden-le-bas | 486 | 362 |
| Glaris | 2,055 | 1,533 |
| Zoug | 865 | 467 |
| Fribourg | 2,542 | 8,036 |
| Soleure | 5,559 | 1,478 |
| Bâle-ville | 3,480 | 1,058 |
| Bâle-campagne | 5,336 | 1,650 |
| Schaffhouse | 5,538 | 1,032 |
| Appenzell-Rh. ext. | 3,091 | 4,891 |
| Appenzell-Rh. int. | 1,077 | 1,198 |
| St-Gall | 14,564 | 21,608 |
| Grisons | 2,903 | 8,959 |
| Argovie | 29,653 | 3,264 |
| Thurgovie | 11,496 | 3,349 |
| Tessin | 854 | 5,934 |
| Vaud | 3,071 | 14,964 |
| Valais | 395 | 12,106 |
| Neuchâtel | 4,866 | 5,770 |
| Genève | 745 | 5,072 |
| Total | 191,527 | 127,101 |

II. Quant à la votation des états.

Se sont prononcés pour l'acceptation les cantons de :

| | | | |
|----------|---------|--------------|------------|
| Zurich, | Schwyz, | Soleure, | Thurgovie, |
| Berne, | Glaris, | Schaffhouse, | . |
| Lucerne, | Zoug, | Argovie, | |

et les demi-cantons de :

Unterwalden-le-bas, Bâle-campagne, Bâle-ville,
soit en tout 10 cantons et 3 demi-cantons ;

pour le *rejet* les cantons de :

Uri, Grisons, Valais,
Fribourg, Tessin, Neuchâtel,
St-Gall, Vaud, Genève,

et les demi-cantons de :

Unterwalden-le-haut, Appenzell-Rhodes extérieures
 et Appenzell-Rhodes intérieures.
soit en tout 9 cantons et 3 demi-cantons,

déclare :

I. La modification partielle à la constitution fédérale du 29 mai 1874, proposée par l'arrêté fédéral du 20 juin 1893, a été adoptée tant par la majorité des citoyens suisses ayant pris part au vote que par celle des cantons et entre en vigueur à partir de la date du présent arrêté.

II. En conséquence, la constitution fédérale du 29 mai 1874 reçoit l'adjonction suivante.

Art. 25^{bis}.

Il est expressément interdit de saigner les animaux de boucherie sans les avoir étourdis préalablement ; cette disposition s'applique à tout mode d'abatage et à toute espèce de bétail.

III. Le conseil fédéral est chargé de publier et d'exécuter le présent arrêté.

Message du conseil fédéral à l'assemblée fédérale concernant la votation fédérale du 20 août 1893. (Du 13 octobre 1893.)

| | |
|---------------------|------------------|
| In | Bundesblatt |
| Dans | Feuille fédérale |
| In | Foglio federale |
| Jahr | 1893 |
| Année | |
| Anno | |
| Band | 4 |
| Volume | |
| Volume | |
| Heft | 44 |
| Cahier | |
| Numero | |
| Geschäftsnummer | --- |
| Numéro d'affaire | |
| Numero dell'oggetto | |
| Datum | 18.10.1893 |
| Date | |
| Data | |
| Seite | 403-410 |
| Page | |
| Pagina | |
| Ref. No | 10 071 279 |

Das Dokument wurde durch das Schweizerische Bundesarchiv digitalisiert.

Le document a été digitalisé par les Archives Fédérales Suisses.

Il documento è stato digitalizzato dell'Archivio federale svizzero.